

Communiqué du Conseil d'Etat

5 octobre 2011

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève internationale.....	4
Protection des minorités nationales : 3 ^e rapport sur la mise en œuvre de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe	4
Genève-Confédération	5
Félicitations adressées à M. François Chaix pour son élection au Tribunal fédéral.....	5
Fondation pour l'étude des relations internationales et du développement : convention d'objectifs prolongée en 2012	5
Soutien au projet de révision de la loi sur les placements collectifs de capitaux	6
Genève favorable au renforcement de la loi fédérale sur les cartels	6
Genève	7
Fermeture des bureaux de l'administration cantonale et pont de fin d'année	7
Poursuite du développement des secteurs de Pré-Bois et Cointrin	7
Tranchée couverte de Vérenaz : mesures complémentaires pour une meilleure gestion du trafic pendant les travaux.....	8
Puplinge : approbation du plan directeur des chemins pour piétons	9
Création d'une zone sportive à Chêne-Bourg	9
Soutien à un projet pédagogique de la CICAD	10
Approbation des comptes de la Caisse d'assurance du personnel de la Ville de Genève et des Services industriels	10
Rencontre avec des représentants de Genève Place financière.....	10
Agenda des invitations à la presse	11

Genève internationale

Protection des minorités nationales : 3^e rapport sur la mise en œuvre de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation du Département fédéral des affaires étrangères sur le projet de 3^e rapport de la Suisse sur la [Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales](#).

Dans sa réponse, le gouvernement genevois relève que le projet de rapport analyse de façon complète et détaillée la situation actualisée concernant l'application de cette convention sur le territoire de la Confédération. Il présente par ailleurs un point de situation sur l'état de la mise en œuvre de la convention au niveau cantonal, notamment en lien avec l'enseignement des langues et l'aménagement d'un terrain de stationnement pour les gens du voyage sur la commune de Versoix.

La Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales est entrée en vigueur pour la Suisse le 1^{er} février 1999. Son application est contrôlée par le biais de rapports étatiques périodiques. La Suisse devra présenter son 3^e rapport d'ici au 31 janvier 2012.

Pour toute information complémentaire : Mme Fabienne Bugnon, directrice générale de l'office des droits humains, DSPE, ☎ 022 327 92 71.

Genève-Confédération

Félicitations adressées à M. François Chaix pour son élection au Tribunal fédéral

Le Conseil d'Etat a fait part de ses félicitations à M. **François Chaix**, vice-président de la Cour de justice genevoise, à l'occasion de son élection, le 27 septembre dernier, en qualité de juge au Tribunal fédéral.

Le Conseil d'Etat est convaincu que M. Chaix saura relever avec succès ce nouveau défi grâce à sa grande expérience au sein des tribunaux genevois et comme juge suppléant au Tribunal fédéral, ainsi que grâce à ses solides compétences scientifiques.

L'élection de M. Chaix par l'Assemblée fédérale constitue un signe de confiance et honore le canton de Genève.

Fondation pour l'étude des relations internationales et du développement : convention d'objectifs prolongée en 2012

Les autorités fédérales et cantonales ont décidé de prolonger pour l'année 2012 la convention d'objectifs de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID).

Née de la fusion de l'Institut de hautes études internationales (HEI) et de l'Institut d'études du développement (IUED), la fondation gérant le nouvel Institut de hautes études internationales et du développement a conclu, le 26 novembre 2007, une première convention d'objectifs pour les années 2008 à 2011 avec la Confédération (DFI-SER) et la République et canton de Genève.

Suite à la décision de la Confédération de faire coïncider ses programmes de législature avec les périodes de subventionnement, le Conseil fédéral a élaboré pour l'année 2012 un message intermédiaire pour la formation, la recherche et l'innovation (FRI).

Afin de s'aligner sur le message FRI 2012, les partenaires cantonaux et fédéraux ont convenu de conclure un avenant prolongeant pour la durée de l'année 2012 la convention d'objectifs 2008-2011.

Une nouvelle convention d'objectifs sera négociée pour la période 2013 à 2016. Au préalable, les partenaires fédéraux et cantonaux procéderont à l'évaluation des prestations de l'IHEID.

Pour toute information complémentaire : Mme Ivana Vrbica, directrice de l'unité de l'enseignement supérieur, DIP, ☎ 022 546 69 15.

Soutien au projet de révision de la loi sur les placements collectifs de capitaux

Le Conseil d'Etat approuve les objectifs de la [révision de la loi sur les placements collectifs de capitaux \(LPCC\)](#). Consulté par le Département fédéral des finances, le gouvernement cantonal souligne la nécessité d'adapter les conditions cadres permettant la poursuite et le développement, en Suisse, des activités économiques liées aux placements collectifs étrangers, tout en amenant un renforcement positif du dispositif de surveillance.

La révision de la LPCC répond à l'évolution du droit international et vise à adapter avant 2013 la législation suisse aux normes internationales et à la nouvelle directive de l'Union européenne relative aux gérants de fonds alternatifs (AIFM). Cette directive de l'UE autorise la délégation de la gestion de placements collectifs à des gestionnaires situés dans des pays tiers comme la Suisse, à condition que la surveillance y soit équivalente à celle qui est exigée dans l'Union et que les autorités de surveillance respectives coopèrent.

Les modifications de la LPCC visent en particulier à étendre le champ de la surveillance obligatoire aux gestionnaires de placements collectifs étrangers et à adapter les exigences qui leur sont imposées aux normes internationales. Elle introduit l'obligation de recourir à une banque dépositaire pour les placements collectifs fermés et renforce les exigences en matière de délégation de la garde des titres. S'agissant de la distribution des placements collectifs étrangers, elle renforce l'information fournie aux investisseurs et élargit la protection des placements collectifs aux investisseurs qualifiés.

*Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Andenmatten, secrétaire générale adjointe, DF,
☎ 022 327 98 02.*

Genève favorable au renforcement de la loi fédérale sur les cartels

En réponse à une consultation du Département fédéral de l'économie, le Conseil d'Etat salue la volonté du Conseil fédéral de renforcer la loi sur les cartels, compte tenu de la force du franc suisse et de la faible répercussion des gains de change sur les prix.

En particulier, il soutient le projet d'interdire plus efficacement les ententes verticales sur les prix et le renversement du fardeau de la preuve sur les entreprises, qui devront justifier leurs éventuels accords d'un point de vue économique.

Toutefois, les motifs d'efficacité économiques justifiant la conclusion d'accords cartellaires prévus à l'article 5, alinéa 3, lettre a du [projet](#) sous revue, tels que des justifications liées à la réduction des coûts de distribution, lui paraissent trop étendus en regard du but poursuivi.

Pour toute information complémentaire : Mme Emanuela Dose Sarfatis, direction générale des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 50.

Fermeture des bureaux de l'administration cantonale et pont de fin d'année

Le Conseil d'Etat a fixé les modalités du fonctionnement des bureaux de l'administration cantonale pour la période de Noël-Nouvel An 2011-2012. A l'exception des services chargés de maintenir les prestations nécessaires au public ou d'assurer un piquet, les bureaux seront fermés du samedi 24 décembre 2011 au lundi 2 janvier 2012 inclus.

La liste des services de l'administration et des établissements autonomes qui resteront ouverts sera, comme les années précédentes, rendue publique dans le courant du mois de décembre.

Il ne sera pas demandé de compensation au personnel pour les trois jours de congé accordés au titre du pont de fin d'année.

Le système du pont avait été introduit en 1993 afin de compenser la suspension de mécanismes d'augmentation des salaires (évolution selon la grille salariale et indexation). Il devait être abandonné avec la réintroduction des mécanismes salariaux. Toutefois, la forte dégradation des indicateurs économiques ne permet plus au Conseil d'Etat de garantir le maintien intégral de ces mécanismes pour les années à venir. Il a dès lors décidé de ne pas modifier le pont et les modalités d'ouverture des bureaux pour la fin 2011 afin d'éviter des changements réitérés.

Pour toute information complémentaire : M. Grégoire Tavernier, directeur général de l'office du personnel de l'Etat, DF, ☎ 022 546 08 51.

Poursuite du développement des secteurs de Pré-Bois et Cointrin



Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi modifiant des limites de zones sur les territoires des communes de Meyrin et Vernier, dans les secteurs de Cointrin et Pré-Bois, au sud de l'aéroport international de Genève. Il s'agit de promouvoir dans ces secteurs le fort développement d'activités économiques liées au fonctionnement de Genève

aéroport. En raison de sa proximité avec les transports en commun (bus, tram, train et aéroport), de sa situation entre deux grands centres administratifs (ICC et Blandonnet), ce secteur constitue un lieu privilégié pour la réalisation de centres administratifs importants.



D'une superficie totale de 222'796 m², le périmètre du présent projet de loi porte sur de nombreuses parcelles situées principalement dans les emprises de l'autoroute et des échangeurs de Meyrin et Vernier, ainsi que des poches de terrains constructibles, la première étant localisée à Pré-Bois, et la seconde à Cointrin, près des Avanchets.

Ce projet répond à la volonté d'améliorer les conditions d'utilisation d'un périmètre compris entre la route de Meyrin, la route de Pré-Bois, le chemin Emile-Taddeoli et l'autoroute A1, en procédant à une mise en conformité et une réorganisation des différentes zones du secteur.

Des activités tertiaires à forte densité d'emplois (bureaux, commerces, services) seront ainsi proposées sur une parcelle le long de la route de Meyrin. L'actuelle zone de développement industriel et artisanal sera abrogée au profit d'une zone de développement 3 (régions dont la transformation en quartiers urbains est fortement avancée) où des bâtiments administratifs d'environ 20'000 m² seront réalisés en lieu et place des actuels dépôts. Un plan localisé est actuellement en cours d'élaboration.

Cinq zones de bois et forêts seront également créées sur la base d'une constatation de la nature forestière ou de la mise en œuvre de compensations forestières prévues dans le cadre de la réalisation de l'autoroute.

Les Conseils municipaux de Vernier et de Meyrin ont préavisé favorablement ce projet, respectivement le 1^{er} février et le 21 juin 2011.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Scattolin, directeur ad interim des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme DCTI, ☎ 022 546 73 91.

Tranchée couverte de Vézenaz : mesures complémentaires pour une meilleure gestion du trafic pendant les travaux

En réponse à un courrier de la commune d'Anières, le Conseil d'Etat a rappelé que le chantier de réalisation de la tranchée couverte de Vézenaz nécessite, depuis juillet 2011 et jusqu'à la fin des travaux, la suppression d'une voie de circulation dans chaque sens sur la route de Thonon, au niveau de Vézenaz. Des mesures complémentaires visant à reporter une partie du trafic pendulaire sur le transport collectif ont donc été étudiées. La commission des travaux du Grand Conseil a accepté de couvrir l'intégralité du coût de ces mesures complémentaires qui n'auraient pas pu être financées par ailleurs.

Ces mesures sont constituées du renforcement de l'offre de transports publics des bus E et G durant les heures de pointe, de la réalisation d'un P+R provisoire à Anières et de la mise en place de voies de bus réservées. Ce dispositif s'appuie également sur un P+R situé sur la commune de Veigy, en France, et dont la réalisation est sous la responsabilité des autorités françaises.

A ce jour, les voies de bus ont été réalisées et les renforts de bus sont effectifs depuis le 29 août 2011. La demande d'autorisation de construire du P+R provisoire d'Anières fait l'objet d'un recours, qui aura pour effet de différer sa réalisation, dont l'achèvement était prévu à la mi-novembre 2011 (voir [communiqué du 18 août 2011](#)).

Pour toute d'information complémentaire : M. Thierry Messenger, chef du service de la mobilité douce et des espaces publics, direction générale de la mobilité, DIM, ☎ 022 546 78 19.

Puplinge : approbation du plan directeur des chemins pour piétons



Le Conseil d'Etat a approuvé le plan directeur des chemins pour piétons de la commune de Puplinge. Le plan prévoit d'améliorer et de développer la signalisation et les liaisons pédestres avec les communes voisines de Presinge et de Vandœuvres, ainsi que la connexion avec le futur mail central des Communaux d'Ambilly, situé à Thônex. L'accès au cours d'eau du Foron, par le prolongement du chemin des Fleurs, ainsi que le raccordement à la rivière Seymaz, seront également améliorés.

Quant au territoire agricole puplingeois, il sera mis en valeur par le biais de cheminements le long des bocages (jonction au chemin du Barot, par exemple) et par la création d'un maillage reprenant d'anciens tracés historiques.

Le plan directeur des chemins pour piétons propose également un itinéraire alternatif du chemin de randonnée pédestre avec un raccordement via un chemin agricole sur le chemin de Grésy.

En accord avec la fiche B05 du [plan directeur cantonal en cours de validation](#), les options du plan directeur des chemins pour piétons visent à améliorer la sécurité et le confort des chemins pour piétons, en assurant son intercommunalité et sa continuité et avec le réseau de mobilité douce existant.

Avec son plan directeur des chemins pour piétons, Puplinge se dote aujourd'hui d'un instrument d'aménagement du territoire qui permettra une bonne collaboration avec l'Etat de Genève dans la gestion des projets futurs concernant la commune.

Pour toute information complémentaire : Mme Laetitia Cottet, architecte paysagiste, planification directrice localisée et mise en œuvre des grands projets, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 73.

Création d'une zone sportive à Chêne-Bourg

Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un projet de loi modifiant des limites de zones sur le territoire de la commune de Chêne-Bourg, en vue créer une zone sportive à l'avenue A.-M. Mirany.



Ce projet a pour objectif de reloger sur le site de Belle-Idée les terrains de sport des Fourches, appartenant à la Ville de Genève, situés entre le chemin de la Gradelle, la route de Vandœuvres et le chemin de Grange-Canal. En effet, dans le cadre de la mise en œuvre du périmètre d'aménagement coordonné (PAC) de Frontenex-La Tulette, il est prévu de réaliser à cet endroit un nouvel établissement scolaire secondaire ainsi qu'un parking-relais (P+R). Cet échange de terrains a été avalisé par la Ville de Genève.

Le projet de modification des limites de zones est conforme au [plan directeur cantonal](#) mis à jour en 2010, approuvé par le Conseil d'Etat le 6 octobre 2010 (voir [point de presse du 7 octobre](#)), puis par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication le 31 mars 2011 ([fiche 3.06](#) relative aux équipements sportifs).

L'enquête publique ouverte du 13 octobre au 13 novembre 2010 n'a donné lieu à aucune observation. Le Conseil municipal de la commune de Chêne-Bourg a préavisé défavorablement ce projet à l'unanimité en date du 1^{er} février 2011. Conformément aux dispositions de l'article 16 alinéa 4 de la [loi d'application de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire \(LaLAT\)](#), une délégation du Conseil d'Etat a auditionné le Conseil administratif de Chêne-Bourg le 30 mai 2011. A l'issue de cette séance, la délégation du Conseil d'Etat a convenu de poursuivre la procédure en vue de l'adoption du présent projet de loi.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Scattolin, directeur ad interim des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 91.

Soutien à un projet pédagogique de la CICAD

Le Conseil d'Etat a octroyé une aide financière d'un montant de 30'000 francs pour l'année 2011 à la Coordination intercommunautaire contre l'antisémitisme et la diffamation (CICAD).

Cette aide est destinée à contribuer à la réalisation d'un projet à vocation préventive et éducative à l'intention des élèves de l'enseignement secondaire obligatoire et postobligatoire. Le projet consiste notamment en la mise à disposition de matériels pédagogiques spécifiques permettant de sensibiliser les jeunes aux questions de racisme et d'antisémitisme, et de leur donner des outils de réflexion permettant de repérer ces situations et de réagir.

Pour toute information complémentaire : Mme Marie-Hélène Dubouloz Schaub, secrétaire adjointe, DIP, ☎ 022 546 69 55.

Approbation des comptes de la Caisse d'assurance du personnel de la Ville de Genève et des Services industriels

Le Conseil d'Etat a approuvé le bilan et le compte d'exploitation au 31 décembre 2010 de la Caisse d'assurance du personnel de la Ville de Genève et des Services industriels (CAP), suivant en cela la recommandation de l'organe de contrôle. L'approbation est toutefois assortie d'une remarque relative à la nécessaire mise en conformité de la CAP avec les recommandations de l'expert agréé LPP et avec les dispositions fédérales actuelles en matière de financement des institutions de prévoyance de droit public.

Pour toute information complémentaire : Mme Nadia Borowski, secrétaire générale adjointe, DF, ☎ 022 327 98 11.

Rencontre avec des représentants de Genève Place financière

Comme il a coutume de le faire régulièrement, le Conseil d'Etat *in corpore*, accompagné de Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, a rencontré ce jour des représentants de Genève Place financière dans le cadre d'un déjeuner de travail, à l'invitation de ces derniers.

Cette rencontre a été l'occasion d'aborder différentes thématiques telles que la conjoncture bancaire, les récents accords fiscaux internationaux, le marché du logement ou encore la situation sécuritaire à Genève.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
10 octobre 14h00	Restructuration de l'OCE	Salle de l'Alabama 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DSE	Bernard Favre ☎ 022 546 54 10
26 octobre 17h15	Montrer en 3D le monde de demain, sans tromper	Geneva Palexpo Halle 4	DIM UIT	Yves Bellégo (DIM) ☎ 022 546 76 06